



**Déclaration de la
Communauté Internationale bahá'íe
sur la pauvreté**

Éliminer la pauvreté

Avancer tous ensemble

BAHÁ'Í

Éliminer la pauvreté: Avancer tous ensemble

La déclaration de la Communauté internationale bahá'íe sur la pauvreté

février 2008

Première partie

1. La Communauté internationale a enfin donné à la crise mondiale de la pauvreté un haut niveau de priorité sur son ordre du jour. Ce développement encourageant a généré un grand nombre de discussions et de recherches afin d'identifier des moyens pour éliminer cette condition insupportable de la vie humaine. Alors que les gouvernements continuent à promettre d'agir, que les théories classiques et les approches conventionnelles ont échoué à supprimer les préjugés tenaces, les conflits et l'exploitation, l'entreprise mondiale d'élimination de la pauvreté semble à la dérive. Dans le même temps, un optimisme sensible émerge de l'élan généré par la recherche de solutions à ce défi mondial.
2. Les méthodes d'élimination de la pauvreté ont pendant longtemps été définies principalement en termes de moyens matériels. En effet, le pilier central des efforts de la communauté internationale pour diminuer la pauvreté a été le transfert de ressources financières. Ce sont approximativement 2 300 milliards de dollars américains qui ont été dépensés pour l'aide au développement durant les cinq dernières décennies.^[1] Tragiquement, l'aide, loin de conduire à une plus grande indépendance, a souvent eu un effet négatif sur les communautés bénéficiaires : accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère, soumission à des priorités dictées de l'extérieur, appropriation abusive de fonds et diminution de la pression en faveur de réformes de gouvernance. Signe d'une volonté marquée de changement, les Nations Unies ont souhaité développer les mécanismes d'assistance et galvaniser le soutien en faveur de la diminution de la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement.^[2]
3. Il est maintenant de plus en plus reconnu que la marginalisation des filles et des femmes,^[3] l'échec de la gouvernance,^[4] l'antipathie ethnique et religieuse,^[5] la dégradation de l'environnement^[6] et le chômage^[7] constituent des obstacles redoutables au progrès et au développement de communautés. Cela met en évidence une crise plus importante, enracinée dans les valeurs et les comportements qui façonnent les relations à tous les niveaux de la société. Dans cette perspective, la pauvreté peut être décrite comme l'absence des ressources éthiques, sociales et matérielles nécessaires au développement des capacités morales, intellectuelles et sociales des individus, des communautés et des institutions. Ainsi, une approche morale, la prise de décision collective et l'absence de racisme sont, par exemple, des facteurs essentiels pour diminuer la pauvreté. Ces éléments doivent imprégner la pensée de l'individu ainsi que les démarches institutionnelles et le développement des politiques. En clair, l'objectif à portée de main n'est pas seulement de supprimer les problèmes de la pauvreté mais d'engager l'humanité dans la construction d'un ordre mondial juste.
4. Les individus et les institutions doivent travailler en tandem afin d'assumer cette tâche. L'un des objectifs de la diminution de la pauvreté est centré sur l'individu : il doit être aidé à retrouver sa dignité et l'estime de soi, il doit être encouragé à prendre confiance pour améliorer sa condition et s'efforcer de réaliser son potentiel. Au-delà de l'accomplissement de son bien-être personnel, il doit être assisté afin de devenir une source de bien social – de paix, de bonheur et de bénéfice pour ceux qui l'entourent. La plus haute expression de notre humanité est le service aux autres. Le deuxième objectif est centré sur les institutions : à chaque niveau de la société, elles doivent servir de canaux au travers desquels les talents et les énergies des individus peuvent être exploités au service de l'humanité. Les ressources qui aident à développer cette capacité individuelle et institutionnelle représentent une véritable source de richesse pour la communauté.
5. Tout comme les principes physiques qui gouvernent le monde matériel, le monde social est aussi gouverné par des principes moraux qui fondent le fonctionnement d'une société ordonnée. Les principes tels que l'égalité des sexes,^[8] la confiance en autrui,^[9] l'accès à l'éducation, les droits de l'Homme et la liberté religieuse,^[10] tendent à coïncider positivement avec le bien-être socioéconomique et la stabilité. Le caractère interdépendant des défis créés par la pauvreté nécessite d'articuler des principes permettant de guider l'analyse et la prise de décision et de développer des indicateurs permettant de mesurer le progrès. Le principal mérite d'un processus fondé sur des principes est de permettre aux individus et aux institutions d'aborder les problèmes dans une perspective systémique et de long terme en se détournant des problèmes

isolés et de court terme. Afin qu'une décision génère l'approbation et produise des résultats, l'intégrité du processus de prise de décision doit être garantie : les personnes directement affectées doivent être impliquées et le processus doit être transparent, fondé sur des standards éthiques préalablement acceptés.

6. C'est dans ce contexte que la Communauté internationale bahá'íe souhaiterait présenter deux principes pour guider les efforts destinés à réduire la pauvreté : la justice et l'unité. Ces principes fondent une vision du développement dans laquelle le progrès matériel sert de véhicule à l'avancement moral et culturel de l'humanité. La justice fournit les moyens permettant d'exploiter le potentiel humain pour éliminer la pauvreté parmi nous, au moyen de l'application de lois, de l'ajustement des systèmes économiques, de la redistribution des richesses et des opportunités, et de l'adhésion totale aux standards éthiques les plus élevés dans la vie privée et publique. L'unité assure un progrès systémique et relationnel, les efforts pour la réduction de la pauvreté devant être guidés par la préoccupation de l'intégrité de la cellule familiale et des communautés locales, nationales et mondiales.

Deuxième Partie

La gouvernance

7. Le problème de la pauvreté fait reposer une responsabilité particulière sur les responsables élus et leurs gouvernements. Alors que certains ont prétendu que la pauvreté entraîne une mauvaise gouvernance, l'inverse est souvent vérifié : une meilleure gouvernance conduit à de meilleurs résultats en matière de développement.^[11] Au centre du problème de la gouvernance se trouve l'inévitable question du caractère – en effet, les valeurs qu'un responsable apporte à sa fonction définissent largement l'orientation et les résultats de son travail. La confiance est absolument primordiale, car elle accroît la crédibilité envers le public et envers les autres responsables, favorise le soutien pour les initiatives gouvernementales et engendre la stabilité et la sécurité. Des responsables efficaces doivent non seulement faire preuve d'une éthique irréprochable, mais également travailler à renforcer le caractère des institutions économiques, sociales, judiciaires et éducatives de la nation, pour améliorer le cadre légal et pour gérer efficacement des ressources insuffisantes. S'agissant des aspects financiers, ils doivent se satisfaire d'une rémunération légitime et modeste. Tandis que les enjeux politiques sont de plus en plus globaux, les dirigeants élus doivent avoir la vision et le courage d'aligner progressivement les intérêts nationaux avec les exigences de la communauté mondiale en pleine évolution.

La justice et les droits de l'Homme

8. Les efforts des Nations Unies dans le but de rattacher les efforts pour l'éradication de la pauvreté à des normes internationales des droits de l'Homme est un pas positif pour aligner le travail des gouvernements avec les principes de justice. Notre héritage commun de droits de l'Homme englobant les droits de l'individu et de la famille, la liberté de savoir et de croire, l'égalité des hommes et des femmes, l'égalité indépendamment des origines, le droit au travail et à l'éducation, entre autres, incarnent le plus important accomplissement moral de la race humaine. Les droits de l'Homme, comme reconnus par la majorité des gouvernements du monde, doivent maintenant entrer dans la culture sociale et juridique et être systématiquement incorporés dans la législation nationale. Ils doivent être traduits dans toutes les langues et rendus accessibles au travers des médias et des institutions d'enseignement. Ainsi, les normes des droits de l'homme peuvent venir remplacer les systèmes légaux défectueux caractérisés par l'application de lois oppressives et arbitraires, imposées à des gens n'ayant pas connaissance de leurs droits et incapables d'exprimer leurs besoins.

La responsabilité individuelle

9. Une large part de la responsabilité pour la suppression de la pauvreté repose sur l'individu lui-même. Alors que la pauvreté est le produit de nombreux facteurs : historiques, économiques, politiques et environnementaux, une dimension culturelle se manifeste également dans les valeurs et les comportements de l'individu. Quelques-uns de ces facteurs – tels que l'asservissement des filles et des femmes, l'absence de valeur de l'éducation ou d'un droit individuel au progrès – peuvent aggraver les conditions de la pauvreté. Les qualités humaines telles que l'honnêteté, la volonté de travailler et la coopération peuvent être utilisées pour réaliser des objectifs très ambitieux lorsque les membres de la société ont la confiance d'être protégés par les principes de justice et assurés de l'application égalitaire des prestations sociales. La

mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits de l'Homme, avec l'accent mis sur un ensemble de droits de l'individu, peut s'avérer difficile sans une influence morale additionnelle, source d'inspiration nécessaire pour accompagner les changements d'attitude et de comportement.

L'égalité entre hommes et femmes

10. La question de l'égalité entre les hommes et les femmes en est un exemple : durant les deux dernières décennies les nations se sont régulièrement rencontrées pour reconnaître le rôle crucial des femmes dans la promotion des impératifs de développement. Les sciences naturelles et sociales ont éliminé tout fondement de discrimination ; la plupart des pays ont établi des lois pour donner aux femmes les mêmes opportunités qu'aux hommes ; des conventions ont été signées et ratifiées ; de nouvelles mesures et des indicateurs sociaux ont été mis en place. Malgré tout, la représentation des femmes dans les domaines juridiques, politiques, scientifiques, commerciaux et religieux, pour n'en citer que quelques-uns, est très insuffisante. Les domaines dans lesquels les femmes ont obtenu accès à l'éducation, à l'emploi et à des opportunités d'accès à la propriété, des résultats spectaculaires ont été observés à de nombreux niveaux : au niveau de la famille, une répartition plus équitable de la nourriture, des ressources et des soins médicaux pour les filles et les garçons ; des degrés plus élevés d'alphabétisation parmi les enfants ; une fertilité moindre menant à de meilleures conditions économiques et à une meilleure santé des mères ; et l'apparition de nouvelles préoccupations dans le débat public. L'alphabétisation des femmes, à elle seule, a montré qu'elle jouait un rôle bien plus important dans l'augmentation du bien-être social que d'autres variables relatives au niveau général de richesse dans la société.[\[12\]](#) En effet, le bien-être de la famille toute entière a été substantiellement modifié lorsque les conditions socio-économiques et les comportements sociaux se sont montrés favorables à l'avancement des femmes. Pourtant, la transformation progressive des comportements a demandé bien plus que des mesures juridiques, elle a demandé un changement fondamental de mentalité au sujet du rôle des hommes et des femmes et le courage de mettre à l'épreuve les règles traditionnelles.

L'activité économique

11. Indéniablement, la pauvreté est maintenue par une interaction de facteurs sociaux et matériels. Cette interaction détermine les bénéfices sociaux de ressources matérielles, que ces ressources soient concentrées dans les mains de quelques-uns ou soient équitablement distribuées, qu'elles soient bénéfiques ou néfastes à la société en général. Aujourd'hui, une grande partie de l'activité économique et du contexte institutionnel dans lequel elle prend place n'est pas mue par des considérations de développement durable, d'avancement de la femme, de bien-être de la famille, d'engagement des jeunes, de disponibilité de l'emploi et d'élargissement de la connaissance. Par exemple, les dépenses militaires de plus de 1 000 milliards de dollars[\[13\]](#) et le trafic mondial de drogues représentant plus de 300 millions de dollars[\[14\]](#) excèdent de loin les coûts estimés pour la réalisation des objectifs de développement des Nations Unies dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation et du développement du rôle des femmes.[\[15\]](#) Les théories économiques de marché encourageant l'action d'individus centrés sur eux-mêmes n'ont pas aidé l'humanité à échapper ni à la pauvreté extrême ni à la surconsommation. De nouvelles théories économiques adaptées à notre temps doivent être animées par une motivation transcendant le seul profit. Elles doivent être enracinées dans la dimension humaine et sociale de toute activité économique, qui nous unit dans nos familles, dans nos communautés et comme citoyens d'un seul monde. Elles doivent être animées par un esprit d'innovation plutôt que par une imitation aveugle, par l'anoblissement plutôt que par l'exploitation, et par la pleine et confiante participation des femmes.

Les extrêmes de richesse

12. Les considérations économiques sous-jacentes aux efforts accomplis pour la diminution de la pauvreté ont généralement porté sur la création de richesse mais n'ont pas encore pleinement considéré le problème parallèle de la concentration excessive des richesses. Dans un monde interconnecté, où la fortune de beaucoup des plus riches au monde dépasse le Produit Intérieur Brut de nations entières, l'extrême pauvreté et l'extrême richesse cohabitent. Alors que l'essentiel des efforts curatifs sont centrés sur les plus pauvres, l'attention doit être urgemment portée sur la concentration de richesse dans les mains de quelques uns. En effet, l'énorme richesse générée par les sociétés transnationales pourrait être une partie intégrante de la solution pour contrer la pauvreté au moyen d'une stricte régulation afin d'assurer une bonne citoyenneté mondiale, l'adhésion aux droits de l'Homme et la répartition des richesses au bénéfice de la société en général. Lorsqu'il est question de la richesse d'une nation, l'enjeu porte sur la valeur sociale plutôt que sur la simple mesure d'une valeur en dollars. Le Produit Intérieur Brut, par exemple, regroupe la somme totale du produit de toute l'activité économique – y compris la production d'armes, de cigarettes, etc. –

indépendamment de sa valeur sociale ou de son impact environnemental. De nouvelles mesures prenant en compte les polluants et les problèmes économiques et ajoutant des bénéfices non-mesurés et non-rémunérés sont nécessaires pour établir une image plus précise de la santé économique et de la richesse d'une nation.[16]

Le développement durable

13. Il a été largement admis que l'avènement de la prospérité économique a eu un coût colossal pour notre environnement.[17] En effet, aucun pays n'est devenu l'une des principales puissances industrielles sans laisser en héritage d'importants dégâts environnementaux, affectant la sécurité et le bien-être de sa propre population et, de façon toute aussi importante, ceux des nations en voie de développement. Le paradigme d'une économie basée sur la croissance et centrée sur les intérêts nationaux aux dépens des conditions sociales et environnementales et du bien-être international fait l'objet aujourd'hui d'un examen minutieux. Pour faire face aux questions éthiques relatives à la distribution des ressources et à celles liées aux problèmes de responsabilité, les gouvernements doivent développer des mécanismes institutionnels et mettre en œuvre des politiques qui prennent en compte la prospérité et la santé de la communauté mondiale et celles des générations futures. Au niveau institutionnel, il existe le besoin d'une entité globale dotée d'une forte capacité de conseil dans le domaine scientifique afin d'organiser les processus de *reporting* et de prise de décision, en prenant en compte les voix des acteurs non gouvernementaux. Cette entité globale doit assurer un lien cohérent entre les questions environnementales et les priorités sociales et économiques, car ces deux aspects ne peuvent se traiter de façon isolée.[18] En ce qui concerne l'éducation, les programmes doivent chercher à développer un sens de responsabilité envers l'environnement et promouvoir un esprit de recherche et d'innovation de façon à ce que la diversité de la connaissance humaine puisse être amenée à relever le défi de la création d'un modèle de développement durable.

L'agriculture

14. Un élément central d'une stratégie de développement durable est la réforme de la politique et des processus agricoles. La production de nourriture et l'agriculture sont la plus grande source d'emplois, près de 70% des pauvres des pays en voie de développement vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture pour vivre.[19] Bien que l'agriculture ait été dévalorisée par l'industrialisation et l'expansion rapide de la population urbaine, elle représente encore la base fondamentale de la vie économique et sociale : la malnutrition et l'absence de sécurité alimentaire condamnent toute tentative de développement et de progrès. Malgré ce rôle essentiel, la pauvreté est souvent concentrée dans les zones rurales. L'endommagement des ressources naturelles, information et infrastructure déficientes entraînent souvent l'insécurité alimentaire, des morts prématurées et des migrations de masse vers les zones urbaines en quête d'une vie meilleure. L'agriculteur doit se voir accorder sa juste place dans le processus de développement et de construction de civilisation : quand les villages seront reconstruits, les villes suivront.

L'emploi

15. Un travail utile représente une composante essentielle des efforts de diminution de la pauvreté. L'engagement utile des jeunes devient d'autant plus important que les populations urbaines grandissent et, avec elles, le nombre de taudis, la criminalité, la consommation de drogue, le chômage, l'effondrement des structures familiales et l'isolement social. Aujourd'hui, les jeunes entre 15 et 29 ans représentent environ la moitié des adultes dans cent nations économiquement désavantagées.[20] Le manque d'emplois utiles alimente leur désespoir et leur frustration. Toutefois, ce n'est pas seulement la quantité mais également la qualité et l'utilité du travail qui doivent être reconsidérés. Que ce soit de cultiver la terre ou de vendre des produits, le travail de chacun ne devrait pas être réduit à un moyen d'acquérir plus de biens ou comme un coût de production accessoire. Le travail est le moyen de développer ses capacités, de raffiner son caractère et de contribuer au bien-être et au progrès de la société. En effet, le combat contre le chômage doit commencer par l'établissement de la dignité et de la valeur de tout travail humain, même s'il est humble, incertain, non-profitable et non-rémunéré.

La connaissance

16. L'éducation est un rempart sous-jacent à une participation significative dans l'avancement de la société et dans la réalisation des buts élevés de la civilisation. Alors que beaucoup de programmes d'éradication de la pauvreté ont visé l'augmentation des inscriptions dans l'éducation primaire et secondaire – ce qui constitue la première étape – l'objectif à long terme doit aussi être exprimé : il s'agit de créer une société dans

laquelle la production, la diffusion et la mise en pratique de la connaissance se propagent dans tous les domaines de l'activité humaine. Cela demande des interventions à tous les niveaux y compris la mise en place de pratiques d'éducation qui encouragent le questionnement ; l'égalité d'accès à l'éducation pour les garçons et les filles ; le développement de médias indépendants ; la traduction de textes provenant de cultures différentes et la promotion de l'innovation et de la recherche scientifique. Afin d'être libre d'innover, d'imaginer des solutions à des problèmes complexes, l'esprit humain doit être libre de savoir.

La religion

17. La conception de la connaissance qui est aujourd'hui nécessaire pour guider les efforts en faveur de l'éradication de la pauvreté doit permettre d'appréhender à la fois la pauvreté matérielle et la pauvreté spirituelle. Les ressources matérielles sont essentielles, bien sûr, mais elles ne peuvent à elles seules générer une vision de la pleine mesure de la prospérité humaine ; elles ne peuvent pas apporter de réponses aux questions les plus profondes relatives à la nature humaine ou à la raison de notre existence. De façon plus importante, les dimensions matérielles et techniques seules n'imposeront pas les changements fondamentaux du caractère et de la croyance des hommes, nécessaires pour vaincre les comportements destructeurs qui ont conduit aux conditions actuelles. Elles ne permettront ni de stimuler ni de maintenir la volonté humaine de persévérer, de rechercher l'excellence, de servir humblement, de créer, de rechercher la connaissance, de cultiver la beauté et d'aspirer au bien-être de l'humanité. Contenir la dimension spirituelle et son expression dans les religions du monde ne constitue pas un retour à la superstition et au fanatisme ou encore une quelconque condamnation de la recherche rationnelle. Il s'agit plutôt d'intégrer aux efforts en faveur de l'élimination de la pauvreté, la reconnaissance de toutes les dimensions de la connaissance humaine et la compréhension de la façon dont la pauvreté se manifeste au sein des dimensions matérielles et spirituelles de la vie humaine.
18. Au travers de nos efforts pour éliminer la pauvreté, nous faisons l'expérience des prémisses d'une véritable civilisation mondiale : de nouveaux modes de pensée, de nouveaux standards et de nouvelles règles légales et institutionnelles s'efforcent de voir le jour. Tandis que notre compréhension des problèmes et de leurs solutions envisageables se développe, un consensus global sans précédent accompagné d'une capacité de coopération internationale constituent les pierres d'achoppement d'un résultat bien plus grand que tout ce que nous avons été capable d'accomplir jusqu'ici. Mais pour générer la connaissance et l'engagement nécessaires pour vaincre la pauvreté, toutes les facettes du potentiel spirituel et intellectuel humain devront être mobilisées. Et alors que l'humanité entière sera engagée, c'est la structure de la civilisation qui se trouvera régénérée.

[1] Easterly, William. *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and so Little Good*. The Penguin Press: New York, 2006.

[2] Les Objectifs du Millénaire pour le développement, lancés dans les années 2000, représentent la stratégie des Nations Unies pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Les huit objectifs comprennent : l'élimination de l'extrême faim et pauvreté ; la promotion de l'égalité des sexes ; la réduction de la mortalité infantile ; l'amélioration de la santé maternelle ; le combat contre le virus HIV/SIDA, la malaria et d'autres maladies ; assurer un développement durable ; mettre en place une collaboration mondiale pour le développement.

[3] Mason, Andrew D. and Elizabeth M. King. *Engendering Development through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*. A World Bank Research Report. World Bank: Washington, DC, 2001; *Towards Achieving Gender Equality and Empowering Women*. International Center on Research for Women: Washington, DC, 2005; Chen, M. et al. *Progress of the World's Women 2005: Women, Work & Poverty*. United Nations Fund for Women: New York, 2005.

[4] Kaufmann, Daniel, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi. *Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996 – 2004*. World Bank: Washington, DC, 2005; *Arab Human Development Report 2004: Towards Freedom in the Arab World*. United Nations Development Programme: New York, 2004; Selon le Centre d'information des Nations Unies, le 17 septembre 2007, un quart du produit intérieur brut des états africains – soit 148 milliards de dollars américains – est perdu chaque année en corruption.

[5] *Human Development Report 2004. Cultural Liberty in Today's Diverse World*. United Nations Development Programme: New York, 2004.

- [6] Stern, Nicholas. *Stern Review: The Economics of Climate Change*, HM Treasury: London, 2006.
- [7] *World Employment Report 2004-2005. Employment, Productivity and Poverty Reduction*. International Labor Organization: Geneva, 2004.
- [8] Voir note en bas de page 3.
- [9] Voir note en bas de page 4.
- [10] “The Failed States Index,” *Foreign Policy*, July/August 2007, 55-63.
- [11] Voir note en bas de page 2.
- [12] Sen, Amartya. *Development as Freedom*. Anchor: New York, 2000.
- [13] *United Nations Peacekeeping Operations Background Note*. United Nations Department of Public Information: New York. 30 November 2005. (Dollar amounts in 2005 US dollars.)
- [14] *World Drug Report 2007*. United Nations Office on Drugs and Crime: New York, 2007.
- [15] Le projet du millénaire des Nations Unies a estimé que les coûts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement dans tous les pays s'élevaient approximativement à 121 milliards de dollars en 2006, et augmenteront à 189 milliards en 2015. (UN Millennium Project 2005. *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals. Overview*. United Nations Development Programme: New York, 2005.)
- [16] Des méthodes alternatives pour calculer la richesse nationale sont étudiées par divers universitaires. L'« Indicateur de Progrès Réel » (IPR) est l'une de ces initiatives. Contrairement à la mesure traditionnelle du Produit Intérieur Brut (PIB), l'IPR tente de soustraire la pollution et les problèmes économiques et ajoute des bénéfices non mesurés par le passé (par exemple le travail domestique et la parenté) afin de calculer une valeur plus exacte de la richesse d'une nation. Pour 2002 (l'année la plus récente pour les données IPR), l'organisation non-gouvernementale Redefining Progress a calculé qu'entre 1972 et 2002, alors que le PIB par tête a augmenté de 79 pourcent, l'IPR a augmenté de seulement 1 pourcent (Jason Venetoulis and Cliff Cobb. *The Genuine Progress Indicator 1950-2002 (2004 Update)*. Redefining Progress: Oakland, CA, 2004.)
- [17] Des rapports du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (établi en 1988 par l'Organisation Mondiale de la Météorologie et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement) sont largement cités dans les débats sur le changement climatique. Les rapports les plus récents sous le titre de *Climate Change 2007* comprennent : *The Physical Science Basis; Impacts, Adaptation and Vulnerability; and Mitigation of Climate Change*; and are published by Cambridge University Press, 2007.
- [18] Les exigences de *reporting* doivent être rationalisées et consolidées afin de permettre aux pays de faire face à leurs obligations de manière efficace et cohérente.
- [19] Dixon, John, Aidan Gulliver and David Gibbon. *Farming Systems and Poverty: improving farmers' livelihoods in a changing world*. Une étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour la Nourriture et l'Agriculture et de la Banque Mondiale : Rome et Washington, DC, 2001. URL: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/003/y1860e/y1860e00.pdf>.
- [20] World Watch Institute, *Vital Signs 2007-2008*, p.74.

Copyright 2008 Bahá'í International Community

Bahá'í International Community
866 United Nations Plaza, Suite 120
New York, NY 10017, USA
www.bahai.org - uno-nyc@bic.org

Copyright 2008 Edition Luxembourg:
Assemblée Spirituelle Nationale des Bahá'ís du Luxembourg
17, allée Léopold Goebel
L-1635 Luxembourg
www.bahai.lu - secretariat@bahai.lu

Traduction française
Copyright 2008 Assemblée Spirituelle Nationale des Bahá'ís du Canada
secretariat@cdnbnc.org
www.ca.bahai.org

